Le Conseil régional, aujourd'hui et demain...

Un entretien avec Marius Autran

adjoint au maire de La Seyne

Marius Autran est adjoint au maire de La Seyne. Il est aussi depuis son élection le 6 octobre dernier membre du conseil de région. Avec Philippe Giovannini député - maire il est le seul élu communiste du département à siéger au sein de cette assemblée.

A la veille de l'élection présidentielle il nous a semblé intéressant de recueillir ses impressions sur le fonctionnement du conseil régional.

Un avis seulement

« En trois mois nous a-t-il dit, j'ai assisté à 12 réunions : assemblées générales, réunions du bureau dont je suis un des secrétaires, réunions de la commission de l'Education Nationale et des Affaires Culturelles.

Après la mise en route et en place du conseil régional, nous avons voté le budget.

Les pouvoirs de l'assemblée sont alors apparus très limités car nous nous sommes prononcés sur un budget entièrement préparé par le représentant du pouvoir : le préfet de région. On nous a seulement demandé de donner un avis sur les crédits d'Etat affectés à la région ».

Finances insuffisantes

Pour Marius Autran les finances du Conseil régional sont nettement insuffisantes : « Elle s'élève à 4 milliards d'anciens francs ; une telle somme représente à peine le budget investissement de la commune de La Seyne. Les ressources sont ridicules et ne proviennent que du produit des cartes grises et des permis de conduire. En fait le pouvoir compte étoffer le budget par le produit d'im-

pôts nouveaux. Nous nous élevons contre une telle manœuvre. Dès le départ d'ailleurs nous avons réduit de 15 à 11 francs l'impôt régional instauré par M. Giscard D'Estaing !

L'utilisation des crédits

Nous avons naturellement abordé avec Marius Autran l'utilisation des crédits spécifiques à la région.

« Nous les avons orientés nous a-t-il dit vers : - l'aménagement d'accès aux plages.

- L'ouverture des forêts au public. Nous avons ainsi pu faire inscrire un projet de construction d'un barrage colinéaire en forêt de Janas.

- L'assainissement du littoral. Ceci intéresse la commune de La Seyne avec le problème du traitement des eaux usées déversées par l'émissaire commun, l'aide à la mytiliculture, l'incinération des ordures ménagères.

- La lutte contre les inondations et les dégâts des eaux. Souhaitons ainsi que la région participera au financement de la dernière tranche des grands travaux d'aménagement du collecteur pluvial de Vignelongue à La Seyne.

- L'aide à l'industrialisation qui est liée à la défense de l'emploi ».

Pour réaliser l'emprunt

Devant l'insuffisance de ses ressources la région se trouve dans l'obligation pour réaliser d'emprunter.

« Ainsi nous a précisé Marius Autran, lors de la dernière réunion nous avons voté un emprunt de 15 milliards d'anciens francs. 15 milliards qu'il

nous faudra bien rembourser. Comment ? Si l'Etat se refuse toujours à transférer certaines ressources au bénéfice de la région nous risquons alors de voir augmenter la 3^{me} colonne d'impôt. Naturellement nous ferons tout pour éviter cela ».

Des vœux

Marius Autran participe aux travaux de la commission de l'Education Nationale et des Affaires culturelles.

« Une commission nous a-t-il dit qui ne dispose pas de crédits de l'Etat qui nourrit l'espoir de se décharger sur la région de la construction d'établissements scolaires.

« Sans argent que pouvons nous donc faire si ce n'est, voter des vœux. Nous avons ainsi protesté contre l'insuffisance dans le Var des postes d'Education Physique, demandé le maintien et la réouverture des classes rurales fermées pour insuffisance d'effectifs, l'affectation d'un professeur agrégé de sciences économiques à l'UER de Toulon.

« Nous avons également voté un vœu réclamant l'encouragement au folklore Provençal. J'ai d'ailleurs demandé au conseil régional qu'on se livre à un inventaire de toutes les associations à caractère provençal. Dans le futur on pourrait même envisager la création d'une université provençale...

La région peut changer

En somme le conseil régional est en rodage. Néanmoins dans sa forme actuelle estime Marius Autran il ne faut pas en attendre grand chose. « Il peut être valable nous a-t-il déclaré s'il devient une assemblée démocratique élue au suffrage universel qui ne soit pas placée sous la tutelle du préfet. Pour ce, elle doit bénéficier de transferts importants de crédits d'Etat. Elle ne doit surtout pas être pour le pouvoir le moyen de rançonner davantage la population ».

« Le proche avenir a-t-il conclu peut nous laisser espérer des changements dans le sens de la région que nous préconisons ».

Recueilli par :
MICHEL ROSSO.